



Aménagement du territoire

**DEMANDE DE PERMIS POUR UN LOGEMENT ACCESSOIRE
AVEC AGRANDISSEMENT**

COMMENT PROCÉDER POUR L'ÉMISSION DE VOTRE CERTIFICAT

- Veuillez suivre **chacune des huit (8) étapes** du présent formulaire ;
- Veuillez déposer votre formulaire dûment rempli, signé et daté, **incluant les documents obligatoires exigés à l'étape 8**, au Service de l'aménagement du territoire situé au 3034, chemin Sainte-Marie ;
- Le Service de l'aménagement du territoire communiquera avec vous lorsque le permis sera prêt ou si votre demande est incomplète.

IMPORTANT Pour l'obtention d'un permis vous devez nous remettre tous les documents énumérés ci-dessous et avoir complété le présent formulaire avec le maximum d'information.

Prenez note que des documents incomplets ou manquants peuvent retarder l'émission du permis et que des informations trompeuses peuvent annuler votre demande ou rendre votre permis non valide. Cette demande ne constitue en aucun temps, ni une demande complète ni une autorisation de construire.

1 IDENTIFICATION DU LIEU DES TRAVAUX

Adresse et nom de la rue : _____

Numéro de lot : _____

2 IDENTIFICATION DU REQUÉRANT (la personne qui signera ce formulaire)

Nom complet : _____

Adresse complète : N° Rue Ville Code postal

N° de téléphone : () - () -

Adresse courriel : _____

3 IDENTIFICATION DU PROPRIÉTAIRE

Même que le requérant ? Oui Non

Si non, nom complet : _____

Adresse complète : N° Rue Ville Code postal

N° de téléphone : () - () -

4 IDENTIFICATION DE L'ENTREPRENEUR

Même que le requérant ? Oui Non

Même que le propriétaire ? Oui Non

Si non, nom complet : _____

Adresse complète : N° Rue Ville Code postal

N° de téléphone : () - () -

N° de RBQ : _____

5 CALENDRIER DES TRAVAUX

Date prévue du début des travaux : _____ / _____ / _____
(Durée du permis : 6 mois maximum) JJ MM AAAA



6 DÉTAILS DES TRAVAUX

LOGEMENT ACCESSOIRE SANS AGRANDISSEMENT :

Superficie du logement principal	m ²	Superficie totale du logement accessoire (minimum 40 m ²)	m ²
----------------------------------	----------------	---	----------------

7 SIGNATURE ET DATE DE LA DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION

En plus de confirmer la présente demande de certificat d'autorisation, je m'engage à récupérer tous les matériaux secs qui ne seront pas utilisés pour mon projet de construction, pour lequel un permis me sera émis le tout, en vertu de l'article 15 du Règlement sur les permis et les certificats n° 1090.

Signature : _____
Signature

Date : _____

VOTRE FACTURATION

Prévoir les coûts suivants pour votre demande de permis :

COÛT DU PERMIS :

→ Coûts du certificat d'autorisation (logement accessoire) :	(200,00 \$ de base) =	200,00 \$
+ Coûts pour un (1) bac de déchets :	(Tarif 2021) =	+ 89.87 \$
+ Coûts pour un (1) bac de récupération :	(Tarif 2021) =	+ 89.87 \$
+ Coûts pour un (1) bac des matières organiques :	(Tarif 2021) =	+ 80.10 \$
+ Coût pour l'agrandissement :	50,00 \$ de base + 3,00\$ par tranche de 1000 \$ =	+ \$

DÉPÔT DE GARANTIE :

+ Dépôt pour garantir la transmission du certificat de localisation	+ 750,00 \$
1 copie PDF à faire parvenir à : permis@ville.mascouche.qc.ca	

Votre facturation totale estimée = : \$ (Ø taxe)

8 LISTE DES DOCUMENTS ET INFORMATIONS À FOURNIR OBLIGATOIREMENT AVEC VOTRE DEMANDE

Prenez note que l'absence d'un document et/ou d'une information exigée ci-dessous, fera en sorte que votre demande ne sera pas acceptée.

- | | |
|--|----------------------------|
| 1- Si vous n'êtes pas propriétaire, une procuration (autorisation) du propriétaire actuel OU une copie de l'acte notarié si vous êtes récemment propriétaire ; | → <input type="checkbox"/> |
| 2- Deux copies du plan et du devis de construction signés et scellés par un architecte membre de l'Ordre des architectes du Québec ou par un technologue membre de l'Ordre des technologues du Québec ; | → <input type="checkbox"/> |
| 3- Une copie du plan et du devis de construction en format PDF à faire parvenir par courriel à l'adresse suivante : permis@ville.mascouche.qc.ca ; | → <input type="checkbox"/> |
| 4- Un plan d'implantation préparé par un arpenteur-géomètre de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec ; | → <input type="checkbox"/> |
| 5- Copie du certificat de localisation démontrant l'emplacement et les dimensions du stationnement réservé au logement complémentaire ; | → <input type="checkbox"/> |
| 6- Tout autre plan, devis ou étude technique si requis ; | → <input type="checkbox"/> |
| 7- Valeur totale du projet : | <input type="text"/> \$ |

Secteur non desservi à un réseau d'égout sanitaire :

- 8-** Une copie du plan de l'installation septique.

→



SOMMAIRE DE LA RÉGLEMENTATION SUR LES LOGEMENTS ACCESSOIRES

Ceci n'est qu'un sommaire de la réglementation. Veuillez vous référer au règlement de zonage en vigueur pour la version officielle de la réglementation sur les logements accessoires. Pour plus d'informations ou de détails, veuillez communiquer avec le Service de l'aménagement du territoire au (450) 474-4133, poste 1000.

- | | |
|---|--|
| GÉNÉRALITÉS ET
DOMAINE
D'APPLICATION | <ul style="list-style-type: none"> - L'aménagement d'un logement accessoire est uniquement autorisé dans les habitations unifamiliales de classe H-1; - Un seul logement accessoire par habitation est autorisé; - Un logement accessoire ne peut pas être autorisé si un autre usage accessoire est en place dans l'habitation. Un seul usage complémentaire est permis avec un logement principal. |
| AMÉNAGEMENT
INTÉRIEUR DES
LIEUX | <ul style="list-style-type: none"> - La superficie de plancher minimale d'un logement accessoire est de 40 m²; - La superficie de plancher d'un logement accessoire doit être inférieure à celle du logement principal; - Le logement accessoire doit être équipé d'un avertisseur de fumée de type électrique; - Le logement accessoire doit être situé dans le bâtiment principal, ne peut excéder un maximum de 4 ½ pièces. |
| AMÉNAGEMENT
EXTÉRIEUR DES
LIEUX | <ul style="list-style-type: none"> - Une adresse civique supplémentaire est octroyée pour un logement accessoire; - Aucune entrée d'aqueduc, d'égout sanitaire ou de gaz naturel additionnelle ne peut être autorisée pour desservir un logement accessoire; - Un espace de stationnement supplémentaire, en sus de ceux requis pour l'habitation unifamiliale, doit être aménagé; - Lorsqu'un accès extérieur distinct est réservé au logement accessoire, cet accès doit être établi sur la façade latérale, la façade arrière ou sur la façade avant non principale dans le cas d'un lot d'angle; - Un logement accessoire, pour être considéré comme tel, doit être accessible via une entrée extérieure privée ou par un hall d'entrée commun avec le logement principal. Le logement accessoire n'est pas considéré comme tel si pour y accéder il est nécessaire de traverser le logement principal; - S'il ne possède pas d'entrée extérieure privée, le logement accessoire est séparé du logement principal par une porte ou par une ouverture dans laquelle il existe un cadrage pouvant recevoir une porte. À défaut d'une telle ouverture, l'accès entre le logement accessoire et le logement principal n'est pas direct et se fait via un couloir, une pièce non finie ou une cage d'escalier cloisonnée; - Aucun escalier extérieur supplémentaire, autre que celui donnant accès au rez-de-chaussée ou au sous-sol ne sera autorisé; - L'architecture extérieure doit être traitée de manière à ce qu'on ne puisse distinguer la présence de deux unités de logement. |
| DIVERS | <ul style="list-style-type: none"> - L'usage n'est d'aucun inconvénient pour le voisinage; - L'obligation de rencontrer toute disposition relative à une loi, règlement provincial ou autre est sous la responsabilité du propriétaire du bâtiment et de l'occupant du logement; |

Prendre note que certaines zones du territoire ne permettent pas l'aménagement d'un logement accessoire dans une habitation résidentielle unifamiliale. Veuillez-vous informer auprès d'un inspecteur en bâtiment de la ville.

IMPORTANT Veuillez-vous informer auprès de la municipalité pour savoir si votre projet fait l'objet d'une procédure relative au plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) et s'il doit être présenté à un Comité consultatif d'urbanisme (CCU). Des délais supplémentaires doivent être prévus à cet effet. Prévoir à défrayer les coûts de l'analyse du dossier relatif au P.I.I.A., soit un montant de **100,00 \$**.



Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Service de l'aménagement du territoire au (450) 474-4133, poste 1000.